

L'ASSOCIATION DES BAILLARGEON INC.
est heureux de vous compter parmi sa grande famille. Veuillez
accepter nos sincères remerciements. Nous espérons que vous
serez entièrement satisfait.

Sincèrement vôtre,

Maurice Baillargeon

Secrétaire

Association des Baillargeon Inc.

LÉO BAILLARGEON

est membre en règle

du 1 août 94 au 1 août 95

Sec.: *M. Baillargeon* 5-097



Maison natale de Jean Baillargeon - Londigny, France

FAMILLE



CONSTANTIN-M. BAILLARGEON

LES DEUX ANCÊTRES
DES
BAILLARGEON D'AMÉRIQUE



UNE ARRIVÉE DES VAISSEAUX DE FRANCE A QUÉBEC AU XVII^e SIÈCLE

LIMINAIRE



Il y aura bientôt cinquante ans que je fais de la généalogie. J'ai attrapé le virus en 1945, année où mon frère Pol me montra la généalogie familiale qu'il avait fait établir par la firme Robert Drouin. Avec les notes que j'accumulais d'année en année, j'ai fini par constituer un embryon de livre qui a connu je ne sais combien de métamorphoses. Il s'appelait *Notre ancêtre Jean Baillargeon*. Il a fort grossi! Dans son état actuel, il compte plus de trois cents pages et comprend des cartes, des dessins, des schémas, mais surtout des photos (plus de trois cents).

Un hasard bienveillant a voulu que l'une de mes connaissances raconte un jour mon histoire à Monsieur Bernard Baillargeon, président de J.-B. Baillargeon Express. Celui-ci me demanda ce que je voulais réaliser avec mon livre. Je lui répondis que mon rêve était que cet ouvrage rende possible, chez les Baillargeon, une grande fête familiale comme tant d'autres familles québécoises en avaient eu depuis une vingtaine d'années. Il me dit: "J'aime les challenges. Je vais l'organiser, votre fête!"

Il tint parole. Le 12 novembre 1988, le grand rendez-vous prévu avait lieu à Saint-Luc, pas loin de Longueuil. Plus de six cents Baillargeon y assistèrent, accourus de tout le Canada et même de différents points des Etats-Unis. Cette première assemblée a été suivie de je ne sais combien de réunions, de garden-parties et de voyages (il y a eu entre autres deux tournées Baillargeon en France). Depuis novembre 1990, l'Association a aussi son journal, *La Baillarge*, qui paraît quatre fois par an et est envoyé gratuitement aux membres en règle. La cotisation de membre coûte \$20.00 par année et doit être envoyée à l'adresse suivante: Association des Baillargeon Inc., Casier postal 6700, Sillery (Québec), Canada - G1T 2W2.

C'est dans le but d'aider à la promotion de l'Association que j'ai écrit cette plaquette toute simple. Mon gros bouquin était plus riche de vécu, mais plus coûteux aussi. Il y avait longtemps qu'on m'en demandait une version abrégée. C'est fait. Si le nouveau bébé est mince, c'est qu'il ne veut être qu'une première initiation, c'est-à-dire une présentation rapide des origines de la famille Baillargeon à ceux qui ne les connaissent pas. On remarquera qu'à la biographie de Jean Baillargeon j'ai ajouté celle de son homonyme Mathurin. Plusieurs Baillargeon-Mathurin me l'avaient aussi demandée, celle-là. L'un d'entre eux était un américain appelé Henry Jarvis Baillargeon. Il demeurait à Valatie, dans l'Etat de New-York. Homme cultivé et passionné de généalogie, il me disait que son grand-père Narcisse, dont il m'envoyait la photo, avait pris part à la guerre de Sécession du côté des Nordistes. Fasse le Ciel que ma petite biographie, s'il la voit, ne le déçoive pas trop! Quiconque, d'ailleurs, relèvera des erreurs dans mon texte me rendra service en me les signalant. L'histoire est une science qui se renouvelle sans cesse et celui qui en fait doit toujours être prêt à se corriger.

Il me reste à vous souhaiter le bonjour. Prenez soin de votre santé et soyez heureux. Et, dès que vous en aurez l'occasion, contactez l'Association ou, mieux encore, inscrivez-vous-y. Vous verrez qu'il y a du monde formidable là-dedans. À bientôt?

Montréal, le 30 mars 1994

Constantin-M. Baillargeon, O.F.M.

JEAN BAILLARGEON
(1612 - 1682-x)

Jean Baillargeon est originaire de Londigny, localité du centre-ouest de la France. C'est une petite commune de trois ou quatre cents habitants située à l'extrême nord de l'ancienne province d'Angoumois, laquelle coïncidait sensiblement avec l'actuel département de la Charente. Nous ne possédons pas l'acte de baptême de notre homme. Mais les déclarations qu'il a faites à l'occasion des recensements ordonnés par Jean Talon nous indiquent qu'il était né en 1612. Le roi de France était alors Louis XIII, qui allait vivre jusqu'en 1643.

Les parents de l'ancêtre s'appelaient respectivement Louis Baillargeon et Marie-Marthe Fourier. Étaient-ils propriétaires du domaine Chez Baillargeon dont les constructions étaient encore en assez bon état en 1947? C'est tout à fait plausible. En ce cas, on doit conclure qu'ils étaient des gens assez à l'aise. Car leurs bâtiments de ferme étaient certainement plus cossus que ceux des paysans ordinaires. De plus, le fait que leur propriété ait été sise à proximité des bois nous fait comprendre pourquoi l'ancêtre était aussi compétent dans les travaux de la forêt que dans ceux des champs (dans un contrat du 1er février 1660, il s'engage à payer en planches une partie de ses redevances: cela suppose qu'il connaissait la technique du sciage de long).

Dans les registres paroissiaux de Londigny figurent plusieurs Baillargeon qui ont l'air d'avoir eu à peu près le même âge que l'ancêtre. Dans le lot, il y a même un Jean Baillargeon D'une femme appelée Marie d'Allenson (est-ce une épouse ou une concubine, rien ne le dit), il a, en 1636, un garçon, appelé Jean comme son père, et, en 1643, un autre fils, appelé celui-là François. Ce Jean Baillargeon est-il le même personnage que le Jean Baillargeon qu'on retrouve à Québec quelques années plus tard? J'en suis persuadé, encore que les textes anciens, trop laconiques, ne permettent pas de le démontrer péremptoirement. Par ailleurs, le fait qu'on ne retrouve jamais, dans la vie ultérieure de l'émigré, aucune allusion à ces deux enfants qu'il aurait eus en France, nous amène à penser qu'il a dû survenir quelque part dans son existence un drame dont il ne tenait pas à parler. Ce n'est sans doute pas pour rien qu'il a quitté la France à l'âge de presque quarante ans.

Des recoupements de documents nous obligent à conclure que Jean Baillargeon était déjà au Canada en 1649. Il se peut même qu'il soit arrivé au pays dès 1648. Si la supposition est valable, notre colon pourrait avoir fait la traversée en même temps que Mathurin, un autre Baillargeon angoumois, dont on sait qu'il était au pays en 1648. Une tierce personne, en tout cas, semble bien avoir accompagné l'émigrant dans son voyage de France au Canada: il s'agit de Marguerite Guillebourdeau, fille de Louis Guillebourdeau et de Marie Maguin, de Marçay en Poitou. Elle deviendra sa femme en 1650. Mais, au temps de la traversée, il est possible qu'il l'ait déjà *connue* au sens biblique du terme: les relations prémaritales étaient chose courante dans le Londigny de son temps. Chose certaine, la jeune personne était enceinte le jour de ses noces: certaines dates des vieux textes sont parfois très indiscreètes!

Sainte-Pétronille, premier habitat canadien de Jean Baillargeon

Le premier document établissant formellement la présence de notre émigrant au Canada est un contrat de fermage qu'il passe avec Dame Eléonore de Grandmaison, épouse de François de

Chavigny, le 1er juillet 1650. À cette date, la Nouvelle-France est une réalité aussi précaire que minuscule. Elle compte tout au plus 1,500 habitants, répartis entre les trois postes de Québec, Trois-Rivières et Montréal, et n'est pas du tout assurée de sa survie. Elle a comme gouverneur Jean de Lauzon. Par l'acte du 1er juillet, Jean Baillargeon s'engage, avec un co-fermier nommé Geoffroy Guillot, à cultiver et à agrandir le domaine que les Chavigny possèdent à la pointe sud-ouest de l'Île d'Orléans (Sainte-Pétronille). La propriété compte 15 arpents de terre défrichée et on la désigne sous le nom de Berchereau. On y trouve une maison et une grange, deux boeufs, cinq vaches, trois veaux, deux truies, trois cochons de lait, douze poules et un coq. Comme redevances, les preneurs auront à fournir tous les ans 5 boisseaux de froment, 3 boisseaux de pois et un demi-boisseau d'orge, 20 livres de beurre par vache et, de septembre à février, deux pots de lait par jour. Quiconque connaît le climat du Québec comprend que cette dernière clause était inexécutable. En fait, elle fut corrigée dès le mois de février suivant. Eléonore de Grandmaison, qui n'était pas une sotte, s'était rendu compte qu'obliger ses deux fermiers à faire, pour deux pots de lait, la navette quotidienne entre Sainte-Pétronille et Québec n'avait aucun bon sens. Pour ne pas esquisser ses fermiers avec cette corvée absurde, elle n'avait qu'à se garder une vache à Québec, quitte à la faire traire par le premier employé venu. Pour emprunter les termes de La Fontaine, "[elle] le fit et fit bien".

Comme il a été dit plus haut, les temps étaient insécures. La menace indienne était omniprésente et obsédante. Au cours des années 1648-1649, les Iroquois avaient anéanti la Huronie et, en 1650, ils avaient incendié toutes les habitations du Cap-Rouge. Mais Jean Baillargeon avait maintenant un toit sur la tête et un emploi assuré pour trois ans. Il pouvait aussi espérer se faire quelque argent avec ce que son contrat lui accordait des surplus des récoltes et des *accrois* des animaux. Il décida donc d'épouser Marguerite Guillebourdeau, la jeune femme qui l'avait accompagné au pays. Le mariage fut béni à Notre-Dame de Québec, le 20 novembre 1650, par le P. Poncet, jésuite, qui avait été, en 1642, le premier curé de Ville-Marie. La cérémonie se fit sans tambour ni trompette: elle eut lieu le dimanche, après que dispense des deuxième et troisième bans eut été accordée par le P. Paul Ragueneau, jésuite, supérieur ecclésiastique de la Nouvelle-France. Le lendemain même de son mariage, Jean Baillargeon s'assurait les services de deux engagés appelés Jean Chaigneau et Jacques Grellon. Il entendait signifier à tous que, sous sa gouverne, les choses marcheraient en grande au domaine Chavigny!

Elles auraient sans doute marché plus en grande si, quelques mois plus tard, le fermier ne s'était lui-même tiré dans le pied. Au cours du mois de février 1651, en effet, notre homme chipait un pot d'eau-de-vie à Jean Gosselin, autre employé du domaine. Son délit lui valut une poursuite en règle de la part d'Eléonore de Grandmaison, sa patronne. Il réussit à s'en tirer avec un simple arrangement conclu par-devant notaire. Mais, en plus d'avoir à rendre l'alcool dérobé, il fut obligé de payer les frais que la demanderesse avait encourus lors de ses démarches de justicière. Et sa cote de gestionnaire ne grimpa sûrement pas ce mois-là!

Un premier bébé naissait au couple le 4 mai 1651. C'était une fille, qu'on appela Jeanne du nom de sa marraine Jeanne Richer. La fillette fut baptisée trois jours après par le P. Vimont, jésuite. Ce religieux était l'officiant qui avait célébré la messe de fondation de Montréal en mai 1642. On se souvient du sermon prophétique qu'il avait prononcé à cette occasion, prédisant que, comme le grain de sénevé de l'Evangile, Montréal deviendrait un jour un grand arbre. Trois ans plus tard, un second bébé naissait aux Baillargeon. Cette fois, c'était un garçon. Il fut baptisé

le 22 février 1654 et appelé Nicolas en l'honneur de son parrain Nicolas Chaigneau. Celui-ci était sans doute un proche parent de Jean Chaigneau, l'employé que Jean Baillargeon avait engagé le lendemain de ses noces ("les deux Chaigneau étaient originaires de La Rochelle", nous explique le volume *Un tour de France canadien*). Quant au petit Nicolas, il est l'ancêtre de maints descendants, entre autres des "Hommes forts" de Saint-Magloire, dans le comté de Bellechasse, et de leur cousin, le capucin Guy Baillargeon.

Toutefois, si l'entreprise amoureuse des Baillargeon évolue normalement, les finances du ménage, elles, traînent la patte. Car un défaut de Baillargeon, la propension à faire des dettes, commence à se manifester par trop souvent. Du 3 avril au 27 septembre 1651, il travaille pour l'abbé Vignal, aumônier des Ursulines; or, parce qu'il a un pressant besoin d'argent, il sollicite et reçoit une avance de 60 livres sur ses gages. En 1654, il avoue une dette de 150 livres envers un certain Mézeré dit Nopce. Il s'en acquitte en travaillant pour l'arpenteur québécois Jean Bourdon à partir du 21 octobre de cette même année. Mais il ne voit pas la couleur de l'argent qu'il gagne, car son employeur le remet directement au créancier en question. En 1655, il repasse devant le notaire pour une autre histoire de dettes. Cette fois, il s'agit d'un vieil arrérage de salaires, une somme de 250 livres, que Baillargeon "oublie" toujours de payer à son co-fermier Geoffroy Guillot. L'affaire est plus acrimonieuse, car Guillot s'est muni d'une sentence de condamnation portée par le procureur fiscal et le greffier seigneurial.

Les ennuis financiers n'étaient toutefois pas le seul déplaisir que le couple Baillargeon avait à endurer à Berchereau. Car les Iroquois, malgré une paix inattendue signée en 1653, continuaient à turlupiner la Nouvelle-France. Leur technique était de s'en prendre aux alliés indiens des Français. C'est ainsi qu'au printemps de 1656, les Agniers faisaient un raid brutal sur la colonie huronne de Sainte-Marie, que la seigneuresse De Grandmaison avait établie sur ses terres de l'Ile d'Orléans, à un demi-mille des Baillargeon. La bourgade fut mise à feu et à sang et de nombreux prisonniers furent emmenés captifs en Iroquoisie. Le drame avait un caractère d'autant plus démoralisant que les propriétaires du domaine étaient absents du pays à ce moment-là. Eléonore de Grandmaison et son nouveau mari, Jacques de Gourdeau (la seigneuresse, devenue veuve, s'était remariée le 13 août 1652) étaient en effet partis pour la France à l'automne et ne pouvaient revenir au Canada avant le retour des vaisseaux aux alentours de la Saint-Jean, c'est-à-dire du 24 juin.

Les avatars d'une tentative d'établissement à Québec

L'absence de ses patrons en la circonstance ne contrariait toutefois pas du tout Jean Baillargeon. Car elle favorisait les plans qu'il s'était forgés à propos d'une propriété de Québec sur laquelle il avait les yeux. Il s'agissait d'une maison située au pied du château Saint-Louis et appartenant au brasseur d'affaires René Maheu. Pour acquérir l'immeuble, il fallait de l'argent liquide. Baillargeon s'en procura en mystifiant les officiels venus vérifier les développements agricoles qu'il prétendait avoir effectués sur le domaine des Gourdeau. Le contrat de 1650 l'habilitait à toucher une prime de 80 livres pour chaque arpent de terre neuve qu'il ajoutait aux emblavures de la ferme. Son stratagème fut de présenter comme des défrichés nouveaux des étendues de terrain qui avaient été essartées depuis longtemps et dont on avait donc déjà payé les primes. Cela fait, il se servit du prête-nom Martin Prévost pour acheter du québécois René Maheu la maison convoitée. La bâtisse occupait l'emplacement de celle que le Ministère des

affaires culturelles a fait reconstruire au numéro 27 de la rue Sous-le-Fort. Dix jours après le marché de Prévost, c'est-à-dire le 15 juin 1656, Baillargeon fit savoir au notaire Audouard, qui avait dressé l'acte de vente, que c'était lui qui était le véritable acquéreur de l'immeuble. Le notaire accepta la chose sans protester, vu que Prévost se disait d'accord et que Baillargeon endossait toutes les conditions posées dans le marché initial.

Il était écrit cependant que les tours de passe-passe financiers de Baillargeon finiraient par lui retomber sur la tête. Revenue de France au mois d'août, Eléonore de Grandmaison intenta immédiatement un procès à son fermier. Une fois de plus celui-ci recourut au truc commode de l'arrangement hors cour. La seigneuresse ne l'en obligea pas moins, par l'acte du 11 août 1656, à lui restituer les 847 livres qu'il admettait en fin de compte lui avoir subtilisées. Madame de Grandmaison ne se veut pas vindicative: le texte notarié affirme que dorénavant elle ne conserve aucune aigreur contre son fermier. Elle le congédie quand même purement et simplement. Les dernières prestations qu'elle lui impose sont d'un bucolique amusant: "Ledit Baillargeon s'oblige à livrer à ladite Demoiselle de Grandmaison un petit veau de l'année dernière, iceluy estant au logis de ladite Demoiselle de Grandmaison, et de luy livrer et fournir la quantité de deux cent cinquante bottes de foin rendues devant la porte au dit lieu de Berchereau".

Jean Baillargeon venait d'encaisser une cuisante humiliation. Mais il avait évité la prison et surtout il n'avait pas perdu la maison de la rue Sous-le-Fort, pour laquelle il s'était donné tant de mal. Où avait-il pris les sommes requises pour garder la propriété de celle-ci après que Madame de Grandmaison lui eut repris ses sous? Une vente de terre qu'il conclut avec René Mézeré dit Nopce le 2 avril 1656 apporte peut-être une réponse partielle à cette question. Il est possible aussi qu'avec l'arrivée des bateaux de France notre homme ait reçu de l'argent de sa famille. Car du fric, il a l'air d'en avoir en masse au début de l'été 1656! N'achète-t-il pas sur pied, le 27 juin 1656, toute la récolte de Nicolas Chaigneau, le parrain de son fils aîné, qui a une terre au Cap-Rouge? Veut-il se lancer dans le commerce? Ce n'est pas impossible, étant donné qu'il est maintenant à deux pas du port et de la Place Royale et qu'il est entouré de voisins qui sont dans les affaires. Quoi qu'il en soit, c'est dans cette maison de l'actuelle rue Sous-le-Fort que Marguerite Guillebourdeau a dû donner le jour à son second fils, né le 26 octobre 1656. L'événement fut exploité à des fins de promotion sociale. Le nouveau-né, qui fut baptisé à Québec, le 2 novembre 1656, par le P. Poncet, jésuite, eut comme parrain Louis Rouer de Villaray, étoile montante de l'administration coloniale et futur membre du Conseil souverain, et comme marraine Marie Couillard, petite-fille de Louis Hébert. Il reçut évidemment le nom de Louis, qui était celui de son parrain. Mine de rien, Jean Baillargeon essayait de s'infiltrer au sein de l'ambitieuse petite aristocratie qui gravitait autour du château Saint-Louis. Mais ce deuxième fils avait été porté et mis au monde dans des conditions trop éprouvantes pour sa mère et pour lui. Selon le P. Godbout, il mourut au berceau. Ce n'est qu'une déduction, mais elle est très plausible. Car, après l'acte de baptême, plus aucun document ne mentionne ce Louis Baillargeon.

Le séjour des Baillargeon à Sillery et au Cap-Rouge

Ce n'était pas tout, pour le fermier Baillargeon, d'avoir acquis une maison dans le quartier commercial de Québec. S'il voulait réaliser ses rêves d'ascension sociale, il avait besoin de revenus substantiels, en d'autres termes d'un emploi stable et bien rémunéré. Trouver cet emploi ne fut pas un problème pour notre remuant colon, qui était aussi, semble-t-il, un fort beau

parleur. Dès le 22 octobre 1656, c'est-à-dire 4 jours avant la naissance de son second fils, il passe avec Ruette d'Auteuil, avocat et notable de Québec, un bail qui le fait pour cinq ans fermier du domaine que l'homme de loi possède à Sillery, près du fort des Jésuites. La propriété en question s'appelle Monceaux. Baillargeon a déniché là un poste plus intéressant que celui qu'il avait à l'Ile d'Orléans. Car les redevances y sont raisonnables et les communications entre le domaine et la ville de Québec sont possibles, par terre ou par eau, tous les jours de l'année. Baillargeon devrait donc pouvoir s'y renflouer. Mais ce n'est pas ce qui se produit. Déboussolé peut-être par le coup que lui a porté Eléonore de Grandmaison, il se remet à faire des dettes comme jamais. C'est au point que, le 17 juin 1657, il doit revendre pour 303 livres la maison tant convoitée de la rue Sous-le-Fort. De cette somme il ne touche que 60 livres, les 243 autres devant être versées par l'acheteuse Etiennette Després à quatre créanciers différents.

L'année suivante, c'est la débâcle complète. Jean Baillargeon s'est mis dans le rouge pour 1,600 livres, somme qui dépasse toutes ses dettes antérieures mises ensemble. Ruette d'Auteuil, son employeur, songe un moment à le faire saisir par voie d'huissier. Mais, pris de compassion, il se contente de casser son bail, à qui il restait trois ans à courir, et de lui prendre son mobilier (acte du 17 décembre 1658). Il lui laisse toutefois des vivres, des graines de semence, une truie et cinq poules: dans sa pensée, ces pauvres choses serviront à Baillargeon de viatique, s'il veut s'installer sur une terre en censive. C'était plutôt dérisoire! Jamais, depuis son arrivée, l'émigrant n'était descendu si bas. On peut dire qu'il avait vraiment le derrière sur la paille.

Mais son charisme principal était justement de pouvoir rebondir quand il était dans la mouise jusqu'au cou. Six mois après la cassation de son bail, soit le 14 juin 1659, il réussit à acheter d'un habitant du Cap-Rouge appelé Antoine Leboesme une terre située près des actuels ponts de Québec (on la traverse obligatoirement quand on va de Montréal à Québec par les ponts en question). Il n'y réside pas en permanence, car depuis le raid iroquois de 1650 les Jésuites du Cap-Rouge ne permettent plus à leurs censitaires de demeurer hors de l'enceinte du fort Saint-François-Xavier. Comme les autres français de la réserve, les Baillargeon doivent donc vivre dans une petite maison située à l'intérieur des palissades du fort. C'est là qu'a dû naître, le 5 septembre 1659, le petit Jean, troisième et dernier fils du couple Baillargeon-Guillebourdeau. Les circonstances douloureuses qui ont entouré sa naissance ne l'ont pas empêché, celui-là, de devenir, comme Abraham, le père d'une *multitude*: il est l'ancêtre de beaucoup de Baillargeon de Québec, de Montréal, de Longueuil, de la Mauricie, de la Beauce et des Etats-Unis.

Le retour à l'Ile d'Orléans (Saint-Laurent)

Jean Baillargeon n'était pas homme à demeurer bien longtemps dans un espace aussi étriqué que le petit monde du Cap-Rouge. Il y moisissait d'impatience, parce que la nostalgie du large et de la liberté le hantait. Aussi, dès le 1er février 1660, il passait un contrat par lequel il s'engageait à aller cultiver la terre domaniale de René Maheu à Saint-Laurent de l'Ile d'Orléans. Ce René Maheu était l'homme qui lui avait vendu la maison de la rue Sous-le-Fort en 1656. L'extrémité de sa terre domaniale donnait sur le bras sud du fleuve, à environ un demi-mille de la rivière Maheu. Du côté du nord-est, elle était bornée par la terre de Jean Labrecque, qui s'était établi à cet endroit en 1659; du côté du sud-ouest, elle avait comme limite la terre des héritiers de Jean Leblanc. Les redevances à payer étaient beaucoup plus lourdes qu'à Sillery, nonobstant le fait que l'arrière-fief Monceaux était plus facile d'accès que l'arrière-fief Maheu

et, partant, plus avantageux à exploiter pour un fermier. Maheu savait simplement que son client n'était pas un bon payeur et majorait ses charges afin de tirer de lui le rendement le moins mauvais possible. C'est probablement au printemps, après le dégel, que la famille Baillargeon, réduite à l'indigence par ses récentes épreuves, se rendit prendre possession des lieux. Jeanne, l'aînée des enfants, avait tout au plus 9 ans, son frère Nicolas n'en avait que 6 et le bébé, Jean, n'avait que 8 ou 9 mois (je suppose, comme Godbout, que le 2e fils, Louis, était décédé).

C'était déjà une grande misère d'emmenner une femme et de jeunes enfants dans le décor sauvage de la côte sud de l'Île d'Orléans, encore presque toute en haut bois dans le temps. Mais au sein de ce paysage rébarbatif une calamité autrement plus cruelle menaçait la petite famille. 1660, on s'en souvient, c'est l'année de la bataille du Long-Sault. Et si celle-ci eut lieu, c'est que les 17 montréalais partis faire la guérilla du côté de l'Outaouais étaient inopinément tombés sur deux corps d'armée iroquois chargés d'envahir et de détruire, si possible, toute la Nouvelle-France. Québec, ce printemps-là, attendait anxieusement l'attaque iroquoise et, pour la repousser, fortifiait fiévreusement ses immeubles principaux. Comment donc expliquer que c'est précisément ce moment qu'ait choisi Jean Baillargeon pour se rendre à l'Île? Il nous faut constater, croyons-nous, que, comme le père Chapdelaine de Louis Hémon, il portait en lui un besoin irrépressible de grand air et de liberté. Non seulement le danger ne lui faisait pas peur, mais il exerçait sur lui une séduction secrète. En somme, il y avait du casse-cou et du joueur en lui. Sans s'en douter évidemment, il lui arrivait de prendre des décisions conformes à la maxime nietzschéenne: "Vivez dangereusement". Il fonçait d'abord et se débrouillait ensuite avec les difficultés.

L'invasion que l'expédition de Dollard avait tuée dans l'oeuf en 1660, les Iroquois la reprirent autrement en 1661. Dès le printemps venu, les canots des Cinq Cantons se promènèrent comme chez eux sur le fleuve, en aval comme en amont de Québec. Les guerriers iroquois tuaient des français partout. Le 18 juin, ils en abattirent 8 à la Côte de Beaupré et 3 à l'Île d'Orléans. Vers le même temps, l'une de leurs bandes massacra d'un coup, à un demi-mille de chez les Baillargeon, le sénéchal Jean de Lauzon et ses sept compagnons. Ces braves gens s'étaient portés au secours de Louis Couillard d'Espinay, dont on savait qu'il était parti chasser seul sur l'Île d'Orléans. Cette fois, Jean Baillargeon cessa d'être l'aventurier insouciant qui se moquait des coups comme des dettes. Ayant pris subitement conscience du grave danger que courait sa famille, il ne consentit à retourner cultiver la terre des Maheu qu'après s'être fait abaisser ses redevances de 400 à 300 livres. La compassion de Madame Maheu avait dû jouer pour beaucoup dans les abattements de charges qui lui furent consentis. Outre que la seigneuresse était plus humaine que son mari, l'historien Marcel Trudel nous dit que, cet été-là, elle avait elle-même perdu son conjoint aux mains des Iroquois. Il faut aussi savoir qu'elle était en plus la marraine du *nicher* des enfants Baillargeon, Jean, qui n'avait pas encore deux ans en août 1661.

La mort de Marguerite Guillebourdeau

Pour sa part, n'en pouvant plus de vivre dans une pareille atmosphère d'insécurité et de terreur, la vaillante compagne de Jean Baillargeon s'éteignit le 20 octobre 1662, soit quatorze mois seulement après son retour à l'Île. C'était le temps où les feuilles des arbres, exténuées par les froids de l'automne, achèvent de tomber au sol. Le corps de la défunte fut transporté à Québec pour y être inhumé dans le cimetière de la Montagne, qui occupait la partie sud de l'actuel parc Montmorency. Il repose toujours en ce même endroit. C'est pourquoi j'aime bien

aller prier au pied de la grande croix de pierre qui, à la pointe sud du parc, rappelle le souvenir de la mélancolique aïeule et des autres morts du XVII^e siècle ensevelis autour d'elle. C'est un coin rempli de mystérieuses présences et on y entend des voix venues de très loin!

La vie continue tant bien que mal au foyer Baillargeon privé de sa maîtresse de maison. Jeanne, l'aînée des enfants, a maintenant 11 ans, Nicolas en a 8 et Jean 3. Comme pour le faire exprès, l'hiver de 1662-1663 est marqué de violents tremblements de terre, qui remplissent toute la population d'effroi. À certains jours, la terre et les eaux ont l'air d'entrer en convulsions. À l'Ile d'Orléans, un événement macabre vient ajouter à la morosité générale des habitants. Le 25 mai 1663, Jacques Gourdeau de Beaulieu, mari d'Eléonore de Grandmaison et ex-patron de Jean Baillargeon, est assassiné par son valet. Pour dissimuler son forfait, le criminel avait mis le feu à la maison. Mais, sa ruse ayant été découverte par après, il fut condamné à être pendu. La veuve de la victime se consola rapidement. Le 15 octobre 1663, elle se remariait pour une troisième fois. Son quatrième mari s'appelait Jacques Cailhaut de la Tesserie et, en plus d'avoir du sang bleu, il était l'un des notables de la colonie. Il fut membre du Conseil Souverain et, en 1666, fut désigné comme interprète dans l'ambassade qu'on voulait envoyer à Manhatte pour sonder les sentiments des Hollandais sur la question iroquoise.

Le mariage de Jeanne Baillargeon

Le vent commence à tourner au mieux pour la Nouvelle-France quand, en cette même année 1663, le jeune roi Louis XIV fait d'elle une colonie royale et institue le Conseil Souverain. Les Canadiens, qui se sentent l'objet d'une sollicitude spéciale du nouveau ministre Colbert, se remettent à espérer et à faire des plans d'avenir. Dans la maisonnée Baillargeon, la fille aînée, Jeanne, accepte l'idée de se marier, bien qu'elle n'ait que treize ans et demi. Le 28 novembre 1664, elle épouse son voisin, le colon-matelot Jean Labrecque. La jeune accordée n'est guère qu'une fillette, alors que son mari a vingt-cinq ou vingt-six ans. Mais Jean Baillargeon a l'air heureux si l'on en juge d'après le contrat de mariage du jeune couple. Il promet à sa fille "de la nourrir elle et son futur époux de tous vivres l'espace d'une année de temps" et de lui donner, "lorsqu'elle sortira d'avec luy, une marmite de cuivre, une chaudière d'un seau, une couple de plats d'estain, une génisse d'un an, deux cochons, ung grand et ung petit, une paire de chenets tels qui seront, un poislon, une lampe et une couverture de lict". Que de tendresse cachée dans ce modeste accord! C'est naïf et touchant comme le sont souvent, pour emprunter l'expression de Thomas Gray, "les simples annales des pauvres".

Le second mariage de Jean Baillargeon

L'amélioration de la situation politique et sociale de la colonie, commencée en 1663, connaît un véritable bond en 1665. Cette année-là, le roi, enfin réveillé par les représentations de Pierre Boucher, se décide à envoyer au Canada une petite armée chargée de mater les harcèlements des Iroquois. Pendant tout l'été de 1665, les superbes soldats du régiment de Carignan ne cessent de débarquer à Québec. Et tout de suite ils se mettent à ériger des forts sur le Richelieu, préparation à l'invasion éventuelle des Cantons iroquois. Du coup, les colons français du Saint-Laurent se mettent à envisager l'avenir avec plus de confiance.

Pour sa part, depuis que sa fille et son gendre l'ont quitté conformément à leur contrat

de mariage, Jean Baillargeon se trouve dans une maison où il y a deux garçons encore jeunes, mais plus de femme. Il décide donc de se remarier. L'élue de son cœur est une veuve appelée Esther Coindriau. C'est un peu une *payse*, comme Marguerite Guillebourdeau. Car elle est née à l'île d'Oléron et elle a épousé, avant 1641, un habitant d'Ars-en-Ré appelé Jacques Delaporte. Au temps de son mariage avec Baillargeon, l'une de ses filles, Renée, était mariée à un autre rhétais nommé Jacques Arrivé et vivait à Beauport. Esther, semble-t-il, demeurait avec le couple, ainsi que sa fille plus jeune, Anne-Marie, qui n'avait que huit ans.

Pour autant qu'on peut en juger, Esther Coindriau était plus évaporée que Marguerite Guillebourdeau. À la signature du contrat - jamais honoré - qu'elle passe, le 26 juillet 1665, avec un soupirant nommé Barthélémy Tesson, elle exhibe une escorte de fringants militaires et crée le sentiment qu'elle est mondaine et snob. L'acte qu'elle signe avec Jean Baillargeon confirme cette impression: la future n'y manifeste aucun excès de modestie, c'est le moins qu'on puisse dire, et paraît fort soucieuse, si son mari meurt avant elle, de bien mettre en sûreté sa dot et sa garde-robe. Quoi qu'il en soit, les deux conjoints furent unis à Notre-Dame de Québec le 8 mars 1666. Le célébrant était l'abbé Henri de Bernières, curé, et les trois bans prescrits par le droit canon du temps avaient été cette fois scrupuleusement observés. Les deux futurs étaient donc on ne peut plus officiellement et solidement mariés! - La cérémonie faite, Esther Coindriau emmena sa fille Anne-Marie au foyer des Baillargeon à l'Île d'Orléans. Le recensement de 1666 nous les présente toutes deux comme faisant partie de la maisonnée, en même temps que Nicolas et Jean, les deux fils du ménage Baillargeon-Guillebourdeau. C'est une famille "recomposée", comme on dirait aujourd'hui. Mais à l'époque il y avait des tas d'autres familles de ce genre. Car on mourait jeune et le conjoint décédé était vite remplacé.

Du côté des Iroquois, les Tsonnontouans, les Goyogouins et les Onnontagués avaient, au printemps de 1666, signé la paix avec les Français. Mais les Agniers restaient, en dépit des efforts de conciliation de leurs partenaires oneyouts, insolents et provocants. Pour leur montrer qu'il n'entendait plus à rire et n'endurerait plus leurs incursions meurtrières, le vice-roi Tracy conduisit un corps d'armée dans leurs bourgades et brûla toutes leurs maisons avec les provisions, le mobilier et les outils qui s'y trouvaient. Au cours de l'hiver suivant, la famine fit de sérieux ravages dans la tribu. Les fiers Agniers, pas enchantés du tout de se raccommode avec la Nouvelle-France, retardèrent tant qu'ils le purent les pourparlers de réconciliation. Mais, menacés d'une seconde expédition par Tracy, ils acceptèrent, en juillet 1667, toutes les conditions posées par le vice-roi et signèrent avec les Français une paix qui dura un quart de siècle. Si la nation canadienne-française a pu survivre et prospérer en Amérique, c'est en grande partie à cette trêve arrachée de haute lutte qu'elle le doit.

Le viol de la jeune Anne-Marie Delaporte dite Baillargeon

Mais si le régiment de Carignan avait apporté la paix, sa présence en Nouvelle-France n'avait pas été sans susciter quelques problèmes sociaux. L'un des plus ardues tenait au fait que ses effectifs accentuaient encore la disproportion numérique qu'il y avait, dans la colonie, entre les hommes et les femmes. En 1666, on ne comptait au Canada que 45 femmes célibataires de 16 à 40 ans pour 719 célibataires masculins dans les mêmes âges. Or le régiment de Carignan alignait entre 1100 et 1200 soldats. Et, s'il y avait un certain nombre d'hommes mariés dans la troupe, leurs épouses étaient en Europe! La terrible pression psychologique engendrée par cette

carence aiguë de femmes déclencha un mal jusque-là inconnu au pays: des viols de petites filles. Dans l'une de ses lettres, la bienheureuse Marie de l'Incarnation explique que les victimes étaient des fillettes que leurs parents avaient laissées seules à la maison pendant qu'eux-mêmes assistaient à la messe du dimanche.

Isolée comme elle l'était à l'Ile, il n'est pas étonnant que la famille Baillargeon ait payé son tribut à ces débordements de sexualité frustrée. Au début de l'année 1667, la petite Anne-Marie fut violée par un individu appelé Claude Mongrain. Esther Coindriau poursuivit vigoureusement le coupable devant le Conseil Souverain. Celui-ci était alors composé d'Alexandre Prouville de Tracy, vice-roi, Louis Rouer de Villaray, secrétaire de l'assemblée, Daniel Rémy de Courcelles, gouverneur général, Jean Talon, intendant, Mgr François de Laval, vicaire apostolique de Québec, et des sieurs Pierre de Gorribon, Charles Le Gardeur de Tilly, Mathieu Damour des Chauffours et Jacques Cailhaut de la Tesserie (La Tesserie, on s'en souvient, était le quatrième mari d'Eléonore de Grandmaison). Les sessions du procès eurent lieu les 11, 24, 26 et 30 mai et le 1er juin 1667. Le jugement final fut prononcé le 6 juin suivant. Claude Mongrain fut condamné à recevoir douze coups de verges, que le bourreau devait lui administrer "en présence de ladite Marianne de la Porte, de sa dicte mère et de deux femmes telles que la mère voudra choisir". Il s'en tirait à relativement bon compte. Car deux autres violeurs de fillettes qui perpétrèrent leur crime peu après lui se virent condamner, l'un à la mort et l'autre à la fois aux verges et aux galères.

Après ce pénible procès, on ne trouve plus aucune trace d'Esther Coindriau dans les documents canadiens. A-t-elle quitté son mari après le viol de sa fillette? A-t-elle accompagné celle-ci lorsque, après son mariage, elle est retournée en France? A-t-elle préféré passer le reste de ses jours avec Renée, sa fille aînée? Autant de questions dont nous n'avons pas la réponse. Après 1667, Esther Coindriau s'est, dirait-on, transformée en courant d'air!

L'acquisition de la "terre ancestrale" de Saint-Laurent

Si elle avait encore été avec son mari en 1669, on aurait certainement parlé d'elle dans le contrat que Jean Baillargeon passe devant le notaire Paul Vachon le 22 août de cette année-là. Car, coquette et m'as-tu-vu comme elle l'était, elle n'aurait pas été femme à se laisser traiter par prétérition dans une occasion pareille! Quant à son époux, à 57 ans et après 17 ans de fermage, il commençait à se sentir vieillir et à se rendre compte qu'il était temps d'assurer l'avenir de ses enfants. C'est pourquoi il décide d'acheter la propriété où il travaille depuis neuf ans. Les conditions d'acquisition que lui fait Jean-Paul Maheu, le nouveau propriétaire, sont étonnamment bénignes. En effet, si j'ai bien compris le texte de l'acte, le seul prix d'achat qu'on lui impose, c'est de régler les arrérages de redevances qu'il a accumulés durant son service comme métayer. Cela fait, il devra payer chaque année 80 sols de rente foncière à Jean-Paul Maheu et porter "en son logis ou autre lieu qui lui aura été indiqué deux chapons vifs". Il devra en outre verser 4 sols de cens annuel à Mgr de Laval, seigneur de l'Ile d'Orléans. Envers celui-ci il a également l'obligation de "porter moudre ses grains moudre à [son] moulin banal". Il s'engage aussi à garder en ordre le bout de chemin vicinal qui passe devant sa propriété et à enclore convenablement celle-ci, "pour éviter les procès et entretenir l'amitié entre les tenants dudit lieu". S'il ne le fait pas, "il ne pourra prétendre aucuns dommages et intérêts pour les délits que pourraient faire les animaux des voisins". Autre item: "Ne pourra ledit Baillargeon au dit nom

pêcher [en dehors] de sa présente concession sans le gré et consentement de ses voisins". Ces conditions et quelques autres étant observées, il "pourra jouir de ladite concession à toujours plainement et paisiblement en faire et disposer tout ainsy que bon luy semblera". Pas un mot d'Esther Coindriau dans tout cet acte par ailleurs fort remarquable de précision!.

Les dernières années de Jean Baillargeon. Un mot de sa personnalité

Il ne se passe pas tellement de choses dans les quelque dix années que Jean Baillargeon a encore à vivre. Guère de choses heureuses surtout! Le 31 juillet 1673, Jean Labrecque, époux de sa fille Jeanne, se noie dans le Saguenay à Chicoutimi. La jeune femme, qui n'a que 23 ans, se remarie avec un nommé Pierre Burlon à Sainte-Famille de l'Île. Leur union ne durera pas longtemps, puisque le 18 mars 1680, Jeanne Baillargeon, redevenue veuve, demande au Conseil Souverain de lui permettre de vendre une de ses terres pour subvenir aux besoins de ses deux enfants, qu'elle ne "peut nourrir et vestir, quoy que tout nuds". Jean Baillargeon était-il encore vivant à ce moment pathétique de la vie de sa fille et de ses petits-fils? Nous ne pouvons répondre, faute de connaître la date exacte de sa mort. Tout ce que nous savons de celle-ci, c'est qu'elle est survenue avant le 21 janvier 1681, jour où Jeanne Baillargeon passe un contrat pour son troisième mariage (les premières lignes de l'acte spécifient que la mariée est fille de *feu* Jean Baillargeon). Nous ignorons d'ailleurs en quel endroit il a été inhumé. En somme, chez lui comme chez sa seconde femme, c'est le black-out complet sur ses derniers jours.

Nous en savons davantage sur l'état de ses finances à son décès. Elles étaient aussi peu reluisantes qu'elles l'avaient été tout au long de sa vie. Comme il n'avait jamais réussi à acquitter les arrérages qu'on lui avait demandé de régler, la terre qu'il avait achetée en 1669 ne fut pas transmise à ses deux fils, mais rétrocédée à son propriétaire, Jean-Paul Maheu. Après avoir entretenu toute sa vie des rêves de richesse et de promotion sociale rapide, Jean Baillargeon mourait comme un gueux, dans l'impécuniosité la plus complète. Outre qu'il est fort possible qu'il ait bu (d'ordinaire, quand on pique de la gnole, c'est parce qu'on aime trinquer), la raison de ses échecs financiers est à chercher avant tout dans son tempérament instable et aventureux. Lamartine a écrit de Balzac ces quelques mots, qui décriraient non moins bien la personnalité de l'ancêtre: "Il avait tout en lui..., tout excepté la proportion de l'idéal au réel... C'était un aigle qui n'avait pas dans sa prunelle la mesure de son vol". Avec ce fort manque de réalisme, Jean Baillargeon était d'autant plus exposé aux embardées que sa conscience, pas trop scrupuleuse, n'était pas chez lui un frein très efficace. Ce n'était pas un coquin, mais pas un enfant de chœur non plus. Avidé et ambitieux, c'était un arriviste comme il en pleut dans les pays neufs. Mais plus séduisant que rapace, je pense. En somme, une variété fascinante d'insoumis, une espèce d'Ovide Pronovost, qui, au petit écran, serait un rôle en or pour Roy Dupuis.

Lorsque j'ai confectionné son blason, la devise qui m'est venue à l'esprit pour exprimer ce qu'il a été fut la suivante: "Ad frenum mordax, quia vivendi edax". Elle peut se traduire, encore que faiblement, par le bout de phrase "Rebelle à la contrainte par fringale de vivre". Mais les mots latins, ici, sont beaucoup plus concrets que les mots français. Inspirés de l'équitation, ils évoquent le cheval indocile et capricieux qui à tout coup mord à pleines dents, pour en faire à sa tête, le mors par lequel le cavalier dirige sa course. C'est une motto qui n'a rien de spécifiquement chrétien! Mais ce qu'elle veut dépeindre, c'est un individu, non un idéal. Là-dessus elle est kif-kif avec le vers bien connu d'Alfred Desrochers: "Et j'abhorre comme eux la

contrainte des maîtres", dont bien des collégiens de ma génération étaient fiers. - Si l'on voulait, pour décrire la vie tumultueuse de Jean Baillargeon, utiliser une maxime qui serait plus moralisante tout en restant suffisamment près des faits, je pense que le dicton "Pierre qui roule n'amasse pas mousse" ferait pas mal l'affaire. Il récapitulerait on ne peut mieux les tentatives d'enrichissement rapide de l'impulsif ancêtre et le fiasco final qui en est résulté.

La descendance de Jean Baillargeon et les lieux qu'il a habités

Les deux fils de Jean Baillargeon se marièrent tous les deux immédiatement après que la succession de leur père eut été réglée. Jean fut le premier à prendre femme. Il épousa, à l'Ile d'Orléans, Marie-Jeanne Godbout, qui lui donna deux garçons et deux filles. Les garçons furent appelés respectivement Nicolas et Jean comme les fils du premier ancêtre. L'aîné des deux, Nicolas, époux de Marguerite Leclerc, eut une descendance considérable. L'un de ses fils, appelé Jean-Baptiste, est le chef de lignée de la dynamique branche des Baillargeon de Longueuil et du sud de Montréal. Les hommes d'affaires abondent dans ce groupe: ils ont hérité de l'esprit d'entreprise de leur aïeul. - Le Nicolas qui était le fils aîné de l'émigré Jean eut, pour sa part, onze enfants, soit huit de sa première femme, Anne Crépeau, et trois de sa seconde, Jeanne Rouleau. Parmi ses enfants du premier lit, deux s'établirent et firent souche à Sainte-Anne-de-la-Pérade. Il s'agit de Nicolas, marié à Marguerite Roireau, et de Paul, marié à Madeleine Roy. Les descendants de ces deux pionniers sont légion dans toute la Mauricie. Il y en a une superbe colonie à La Bostonnais, près de La Tuque. - Parmi les enfants du deuxième lit, il y en avait un qui s'appelait Louis. Le 7 avril 1739, il épousait Marie Dumas à Saint-Laurent de l'Ile. C'est l'ancêtre de la belle famille des "Hommes forts de Saint-Magloire", que l'on n'a plus besoin de présenter aux Québécois. Elle comprenait six garçons et six filles.

Celui qui désirerait visiter l'un ou l'autre des lieux où a vécu Jean Baillargeon n'aurait que l'embarras du choix, car l'ancêtre a eu plusieurs résidences. En fait, je lui recommande deux sites. En premier lieu, qu'il se rende à la rue Sous-le-Fort, à Québec. La construction qui se trouve au numéro 27 de la série de bâtisses anciennes reconstituées par le Ministère des Affaires culturelles occupe le même emplacement que la maison subrepticement achetée par l'ancêtre le 5 juin 1656. Jean Baillargeon n'a pas vécu longtemps dans cet immeuble. Mais c'était un lieu très significatif pour lui comme pour nous, car il représentait le sommet de ses ambitions. - L'autre endroit à voir se trouve à l'Ile d'Orléans, dans la paroisse Saint-Laurent. Au numéro 290 de l'Avenue Royale, sur la côte, s'élève la belle résidence ancienne de Monsieur Roméo Lajeunesse. Cette demeure est non seulement située sur "la terre ancestrale", mais elle a bien des chances d'occuper à peu près l'emplacement de la maison où Jean Baillargeon a vécu de longues années (soit dit en passant, M. Lajeunesse est lui-même un descendant de l'ancêtre par le fils de celui-ci, le deuxième Jean). Entre la grange et la maison de M. Lajeunesse coule encore un petit ruisseau qui figurait déjà sur la carte de l'Ile dessinée en 1689 par l'ingénieur Villeneuve. Regardez cette eau avec vénération, car Jean Baillargeon et les siens en ont bu tous les jours pendant vingt ans. Et elle a sûrement servi maintes fois à préparer la marmite de soupe à la *baillarge* que, chacune à son tour, Marguerite Guillebourdeau et Esther Coindriau ont dû, à certains jours, déposer sur la table familiale. Car ces *cagouillards* de Baillargeon, cela devait manger de la soupe à la *baillarge*, comme les *bleuets* du Lac-Saint-Jean mangent de la soupe aux gourganes! Un *Baillargeon*, expliquent en effet les linguistes, c'est un cultivateur de *baillarge*, c'est-à-dire d'orge. Or quand on cultive de l'orge, on en mange aussi, non?

MATHURIN BAILLARGEON
(1621(?) - 1681+x)

Il est impossible de dire avec certitude en quelle année Mathurin Baillargeon est né. La raison en est que les recensements canadiens de 1666, 1667 et 1681 ne donnent pas des chiffres concordants pour son âge. D'après celui de 1666 il serait né en 1626, mais d'après ceux de 1667 et de 1681 il aurait vu le jour en 1621. Deux indications d'archives valant mieux qu'une, on peut supposer que 1621 est la bonne date: Baillargeon, avec l'aide peut-être des siens, aurait mis au point ses souvenirs! Mais c'est là une probabilité, non une certitude.

Ce qui est sûr, c'est que notre homme était originaire d'Embourie, petite localité rurale située au nord de l'ancienne province d'Angoumois, devenue, à peu de chose près, le département de la Charente. Embourie est à quelques kilomètres de Londigny, patrie du Jean Baillargeon de la notice précédente. Il n'est donc pas impossible que les deux émigrants aient été apparentés. Jusqu'à quel point, c'est une autre affaire! Il est certain que ce n'étaient pas des frères. Car des frères, ç'a n'a que deux géniteurs ou au plus trois s'il s'agit de *demi-frères*. Or Jean et Mathurin ont à eux deux quatre parents différents: il est donc exclu qu'ils aient été des frangins! Il reste toutefois possible qu'ils aient été des cousins germains et la chose est d'autant plus plausible qu'ils ne demeuraient qu'à dix kilomètres l'un de l'autre. Mais ce cousinage n'est qu'une hypothèse, et non un fait établi, comme l'ont laissé croire des gens mal renseignés ou pas assez critiques. Seules des recherches plus poussées dans les archives d'Embourie ou des autres localités environnantes pourraient éventuellement dissiper ici nos ignorances.

Les parents de Mathurin s'appelaient Thomas Baillargeon et Marie Migot (Jetté orthographie Migotte). Nouveau point d'interrogation, analogue aux précédents: ce Thomas et son fils avaient-ils une relation quelconque avec un autre Baillargeon appelé André, qui était marchand et hôtelier à La Rochelle entre 1640 et 1650? D'après Falardeau et Payette, ce Baillargeon de La Rochelle aurait reçu en dépôt, en 1643, une somme de 70 livres, qu'il devait remettre à deux hommes engagés par Mathurin Gagnon, de Québec. Cette question, qu'on aurait pu également poser à propos de Jean Baillargeon, est fort intéressante. Malheureusement, une fois de plus nous n'avons pas ce qu'il faut pour y répondre. On peut bien rêver un peu, si l'on veut, et imaginer ce Baillargeon cossu de "la jolie Rochelle" jouant les rôles d'hôte et même d'agent recruteur auprès de ses deux "cousins" de la campagne. Mais tout cela, encore que vraisemblable, est du roman historique et non de l'histoire.

Mathurin Baillargeon, colon dans la région trifluvienne

Le très fiable généalogiste Archange Godbout nous assure que Mathurin Baillargeon était déjà au Canada en 1648. Nous avons expliqué plus haut comment il était possible qu'il ait fait, cette année-là, la traversée en compagnie de Jean Baillargeon. À l'encontre pourtant de son homonyme, il ne s'installe pas dans la région de Québec, mais dans celle des Trois-Rivières. À l'encontre encore du même personnage, ce n'est pas comme fermier, mais comme censitaire, qu'il commence sa carrière canadienne. Est-ce parce qu'il est moins avide et plus cultivateur dans l'âme? Le 1er juin 1649, en tout cas, il reçoit du P. Buteux, jésuite, une concession au Cap-de-la-Madeleine. Le P. Godbout pense qu'il s'agissait de la terre qui confinait à l'arrière-fief Sainte-Marie, dont le propriétaire était Pierre Boucher, alors de résidence à Trois-Rivières. Marcel

Trudel confirme le point. Et sur la carte qu'il dessine à la page 323 de son *Terrier du Saint-Laurent*, il indique où est située la terre acquise par Mathurin Baillargeon: elle se trouve sur le bord du fleuve, à environ un mille et un tiers à l'est de l'actuel sanctuaire du Cap.

Ce n'est pas un emplacement de tout repos. Car le poste de Trois-Rivières et son prolongement du Cap-de-la Madeleine, qui ont toujours été, de par leur position géographique, des secteurs plus exposés que la région de Québec, sont devenus, en 1649, des points terriblement chauds. L'année précédente, les Iroquois avaient commencé à liquider la Huronie en détruisant la moitié de ses bourgades. En mars 1649, ils parachèvent leur oeuvre en mettant à feu et à sang les villages de Saint-Louis et de Saint-Ignace, où sont martyrisés les pères Brébeuf et Lalemant, et celui de la Conception. Les Jésuites se voient obligés de brûler Sainte-Marie, leur mission principale et, par la suite, les Hurons abandonnent complètement leur territoire. La Huronie ainsi anéantie, les Iroquois se proposent de détruire à son tour la Nouvelle-France et, pour ce faire, concentrent leurs efforts sur Montréal et Trois-Rivières. Trois-Rivières est d'une importance stratégique particulière. Car, en plus d'être une sorte de rempart pour Québec, c'est aussi un centre commercial où les Indiens alliés viennent vendre leurs fourrures aux Français. Les Iroquois feront tout pour l'anéantir. On comprend pourquoi, dès sa première visite au poste, le perspicace gouverneur d'Ailleboust nomme Pierre Boucher capitaine du bourg. C'était l'homme qui connaissait le mieux les méthodes de guerre iroquoises et la façon de les contrer. D'Ailleboust lui demande donc de préparer un plan de défense pour sauver la place.

L'idée de Pierre Boucher est de regrouper le plus possible les habitations, jusque là éparpillées au petit bonheur, "qui deça, qui delà, suivant l'affection et la commodité d'un chacun" (*Relations*). Cette population éparse est un véritable gibier pour les Iroquois. Boucher ordonne donc d'enfermer les familles dans une enceinte de solides palissades, sur lesquelles veilleront continuellement des corps de garde dont le gouverneur a recommandé la formation. Chaque habitant doit contribuer à la construction de l'enceinte, s'entraîner au maniement des armes et faire le guet à tour de rôle. Quelques-uns cherchent, sous divers prétextes, à se soustraire aux ordres. Mais le capitaine est implacable. Chacun doit fournir ses heures de corvée et toutes les familles doivent se résigner à vivre à l'intérieur de la palissade.

Mathurin Baillargeon prend un lot au fort de Trois-Rivières et se marie

Ces mesures de Pierre Boucher nous font saisir le pourquoi du deuxième acte légal que Mathurin Baillargeon pose après son arrivée au pays. Le 2 juin 1650, il obtient du gouverneur général Louis d'Ailleboust concession d'un lopin de terre situé à l'intérieur même du bastion qu'on est en train d'aménager au coeur du bourg. Le colon du Cap croit pouvoir bénéficier lui aussi de la sécurité que le fort procurera. La concession lui accorde un terrain de 12 toises de front par 20 toises de profondeur, où il pourra se bâtir. Situé du côté nord de la rue Notre-Dame et donnant sur celle-ci, ce terrain était, du côté qui regardait vers Le Cap, adossé à la palissade du fort. Pour cette raison, il est bien spécifié dans la concession faite par le gouverneur que Baillargeon devra entretenir le bout de palissade clôturant son lot, toute négligence sur ce point pouvant entraîner une catastrophe pour la communauté tout entière.

L'acquisition de ce lot du fort lui faisant voir l'avenir plus en rose, Mathurin décide de se marier sans plus tarder. Le 7 août 1650, il épouse, aux Trois-Rivières (contrat préalable

déposé au greffe Duplessis), Marie Métayer, fille d'Etienne Métayer et de Jeanne Robin, de Longèves en Poitou. La jeune femme est à peu près du même âge que son futur. Son frère Denis Métayer assiste à la passation du contrat. Il n'est peut-être pas accidentel que Marie Métayer soit une poitevine comme Marguerite Guillebourdeau, que Jean Baillargeon épousera de son côté en novembre de la même année. La similitude des amours des deux homonymes et le fait qu'ils se soient mariés à trois mois d'intervalle seulement sont peut-être des indices que leurs relations humaines et sociales étaient plus étroites que le silence des textes pourrait nous inciter à le croire. Le hasard suffit-il à expliquer que deux Baillargeon issus de points géographiques très rapprochés quittent la France vraisemblablement la même année, puis presque en même temps épousent deux filles de la même région? Les quatre personnages s'étaient sans doute déjà rencontrés plusieurs fois avant de venir au Canada.

Un vieux proverbe nous dit qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. Mathurin Baillargeon et son épouse allaient en vérifier la justesse après la naissance de leur premier enfant. Dans son *Terrier du Saint-Laurent*, Trudel nous apprend en effet qu'en 1952, Baillargeon n'ayant pas travaillé à la palissade, l'emplacement qu'il avait reçu le 2 juin 1650 lui fut enlevé et reconcédé à Pierre Dandonneau dit Lajeunesse. Il est facile de deviner le drame qui se cache derrière les mots de l'historien. Si Baillargeon avait décidé, comme les autres colons de se bâtir une maison dans l'enceinte du fort, il serait resté sans ressources. Car sa terre à lui n'était pas, comme celles des trifluviens, située dans le voisinage: elle était au Cap, c'est-à-dire à un bon quatre milles de distance. Parcourir deux fois par jour quatre milles en canot, ce n'était pas une sinécure en été; aux mi-saisons et en hiver, c'était une impossibilité. Contrairement à ce qu'il avait espéré, Mathurin ne pouvait donc en même temps cultiver sa terre et remplir ses obligations au fort. Malgré les immenses risques que lui et sa femme auraient à courir, il choisit donc de demeurer sur sa concession du Cap, qu'il exploitait depuis 1949. Dans la vie, l'on est forcé de prendre bien des décisions qu'on n'aime pas, parce qu'avant toute chose il faut d'abord manger!

Le miraculeux sauvetage d'un bourg à l'article de la mort

Pierre Boucher avait-il été trop intransigeant dans ses consignes? Les faits montrèrent vite que ses décisions, non seulement étaient les bonnes, mais qu'elles auraient sauvé bien du monde si elles avaient été prises plus tôt. À partir de 1651, en effet, les Iroquois commencent à harceler le poste, ses habitants et ses alliés. Le 2 mai 1652, 5 algonquins et 2 hurons sont tués au lac Saint-Pierre; le 10 mai, c'est le P. Jacques Buteux, jésuite, qui est assassiné dans le haut Saint-Maurice (on se souvient que c'est ce prêtre qui avait concédé à Baillargeon sa terre); le 18 août, les Iroquois assomment Mathurin Guillet et le notaire Florent Boujonnier. Le chirurgien Plassey et un nommé Rochereau sont emmenés prisonniers, et cinquante bêtes à cornes sont égorgées. Rendu furieux par ces massacres et ces déprédations, le gouverneur Duplessis-Kerbodot ordonne, le 19 août 1652, une sortie massive destinée à châtier les iroquois qui les ont perpétrés. Le capitaine Pierre Boucher s'oppose à cette expédition, qu'il juge dangereuse, et reste au fort avec quelques hommes valides. Ses prévisions ne sont hélas! que trop justes. Les embarcations des Français s'embourbent dans la vase des bords de l'eau et les Iroquois, dissimulés dans les buissons avoisinants, les descendent comme des pigeons d'argile. Le gouverneur lui-même est tué ainsi que 22 colons et soldats. C'est le pire désastre collectif du temps. Ajouté aux autres malheurs, il achève de vider Trois-Rivières de sa substance. Des 40 habitants des débuts, il n'en reste plus que 10. Les autorités de la Nouvelle-France se demandent s'il ne faudra pas

abandonner le pays tout entier. Et Marie de l'Incarnation écrit: "L'on projette de tout quitter et de faire venir des vaisseaux de France pour sauver ceux qui ne seraient pas tombés en la puissance de nos ennemis". Pierre Boucher lui-même se pose des questions sur le sujet.

Pour les Trifluviens pourtant, le pire test restait encore à venir. Car, un an après le massacre de Duplessis-Kerbodot et de ses gens, c'est-à-dire le 23 août 1653, un parti de 600 iroquois, divisé en trois bandes, encercle le poste trifluvien. Fidèles à leur technique habituelle, les Indiens enlèvent d'abord les animaux et brûlent les moissons à l'extérieur du fort. Cela fait, ils s'attaquent à celui-ci, où Pierre Boucher monte la garde avec quelque 40 hommes, la plupart adolescents et vieillards. Chaque assaut de l'ennemi est énergiquement repoussé. Car, si les défenseurs n'ont pas des physiques de commandos, leur capitaine les a soigneusement exercés et ne cesse de les galvaniser. Aussi, au bout de neuf jours, les Iroquois, désespérant de s'emparer du fort, demandent à parler de paix. Pour ne pas dévoiler la faiblesse de ses effectifs, Pierre Boucher maintient les portes du fort fermées et négocie tout fin seul face à l'ennemi. Le plus incroyable, c'est qu'il réussit à persuader les chefs iroquois d'accepter ses propres conditions: rendre aux Français tous les prisonniers qu'ils leur avaient pris et aller à Québec conclure la paix avec le gouverneur général, Monsieur de Lauzon. Ce résultat, qui libérait une colonie en proie à des transes mortelles, était si inattendu, si fou même, qu'il fut considéré par plusieurs comme miraculeux. La *Relation* de 1653 écrit: "Ce coup est si soudain, ce changement dans des esprits barbares si surprenant, qu'il faut confesser qu'un génie plus qu'humain a conduit cet ouvrage". Le manuel *Canada-Québec* explique le "miracle" en disant que les Iroquois de 1653 avaient besoin de se dégager pour venir en aide aux Tsonnontouans attaqués par la nation des Chats.

Pierre Boucher devient voisin de Baillargeon, puis est délégué auprès du Roi

Son brillant exploit valut à Pierre Boucher beaucoup d'honneur et de reconnaissance, mais peu d'argent. C'est pourquoi, en 1657, il demande à se retirer sur "son bien", qu'il veut mettre en valeur. Il avait plusieurs propriétés. Il choisit de s'établir sur son arrière-fief de Sainte-Marie, au Cap, qui avoisinait, on s'en souvient, la terre de Mathurin Baillargeon. Il s'y construit une résidence et des dépendances puissamment fortifiées. Et, désireux d'étendre à son domaine un système qui a donné de si bons résultats à Trois-Rivières, il ajoute à ses propres bâtiments un bastion, c'est-à-dire un espace enclos de fortes palissades où les voisins pourront se bâtir pour être mieux protégés des coups de main iroquois. Ce regroupement éventuel des colons dans un lieu fortement défendu leur donnera la sécurité que leur dispersion les empêche d'avoir et augmentera du même coup le potentiel défensif de l'arrière-fief.

La paix miraculeuse de 1653 ne dure que quelques années. Dès 1657, en effet, les Iroquois commencent à la grignoter par leurs incursions. Dans l'une de leurs razzias, ils enlèvent la fille aînée de Mathurin, qui avait à ce moment-là six ans. Ses parents n'en eurent pas de nouvelles avant 1666, année où la jeune Anne revint à Québec dans des circonstances que nous décrirons plus loin. Belliqueux, les Iroquois reviennent bientôt à leur vieux rêve de s'emparer de Québec pour détruire ensuite toute la Nouvelle-France. Ce projet, que le combat du Long-Sault fait momentanément mettre de côté en 1660, ils le reprennent avec une ardeur nouvelle en 1661. Cette année-là, les canots de leurs guerriers se promènent insolemment sur tout le fleuve, semant la terreur aussi bien en haut qu'en bas de Québec. La situation est devenue intolérable. Le gouverneur d'Avaugour estime que le temps est venu d'envoyer un homme de confiance

demander au roi de sauver le Canada en lui expédiant une petite armée. Le porte-parole qu'il choisit est Pierre Boucher, dont tout le monde dans la colonie connaissait l'intelligence, le courage et la profonde intégrité.

Avant de partir, Pierre Boucher rend un ultime service à ses amis les Jésuites, qui étaient en procès avec Le Neuf de La Potherie, gouverneur de Trois-Rivières, au sujet de certaines de leurs terres du Cap que celui-ci prétendait siennes. Il s'agissait de vérifier si le contestataire avait fait ou non les prises de possession légalement requises. Mathurin Baillargeon participe à sa démarche. Estelle Mitchell écrit en effet: "Pierre Boucher, accompagné du sieur Herlin, "notre greffier", d'Etienne de Lafond, de Mathurin Baillargeon, de Julien Trottier et de Jean Desmarez (sic), après avoir dûment visité les terres de la seigneurie du Cap, assure, dans le procès verbal qu'il dresse, n'avoir trouvé aucun abattis ni désert fait au-delà de la terre de Guillaume Constantin dit Lavallée, concessionnaire des Pères Jésuites". Il ne faut pas majorer ici la signification de la présence de Baillargeon à côté de Pierre Boucher. S'il a été choisi comme témoin, c'est bien sûr parce qu'il était un homme estimable; mais c'est aussi parce qu'il était un proche voisin, comme Julien Trottier.

Je fais la même remarque à propos d'une autre phrase écrite par Estelle Mitchell dans son livre: "Avant son départ et *comme pour assurer la défense du Cap* (c'est moi qui souligne), [Pierre Boucher] y fait deux concessions à Mathurin Baillargeon et à Jacques Marchand". S'appuyant sur cette phrase, d'aucuns ont cru que, selon l'historienne en question, Pierre Boucher considérait Mathurin Baillargeon comme le bras droit qui pourrait le remplacer si jamais il n'était plus là. Le remplacer non seulement comme responsable du bourg Sainte-Marie, mais comme gouverneur de Trois-Rivières! Ces exagérations illustrent bien le désir instinctif que nous avons tous de faire de nos ancêtres des gens importants. Car tout ce qu'Estelle Mitchell veut dire, c'est que les deux nouveaux concessionnaires que Pierre Boucher introduit dans son bastion en 1661 constituent un renforcement du système défensif de son domaine et, par suite, de celui du Cap lui-même. Car, à côté de Baillargeon et de Marchand, il y a plusieurs autres concessionnaires dans la place. Marcel Trudel, essayant de compter dans son *Terrier* les individus qui pouvaient se trouver, en 1663, dans le fort ou bourg de Sainte-Marie, écrit qu'il devait y avoir là une douzaine ou une quinzaine de familles, mais que "la documentation ne nous permet de connaître nommément que trois emplacements". Ces trois *emplacitaires*, il les énumère. Ce sont Mathurin Baillargeon et Jacques Lemarchand, qui obtiennent leur lot le 9 octobre 1661, et Claude Volant dit Saint-Claude, qui décroche le sien le 12 août 1662. Dans *Les Cahiers des Dix* de 1937, Boucher de la Bruère ajoute au trio de Trudel un quatrième *emplacitaire*, Guillaume Barrette, mais ne fournit pas la date où il a acquis sa concession. À ce que je sache donc, l'histoire ne nous dit nulle part que Pierre Boucher considérait Mathurin Baillargeon comme une espèce de surhomme capable de le remplacer au besoin, même comme gouverneur de Trois-Rivières: tout ce qu'elle nous apprend, c'est que, parmi la douzaine de colons qui ont loué des emplacements dans le fort de Sainte-Marie, il y en a un qui s'appelle Mathurin Baillargeon et qui, le 9 octobre 1661, s'est fait concéder une place pour se bâtir, avec en plus "25 pieds carrés pour lui servir de cour" (Trudel, *Le Terrier du Saint-Laurent*, page 327).

L'ambassade de Pierre Boucher remporta un grand succès, même si, au lieu des 3000 hommes qu'il avait demandés, on ne lui en accorda que 1300. Mais le régiment de Carignan qui vint au Canada en 1665, était une troupe d'élite, qui avait fait ses preuves en Turquie. Sa seule

apparition au pays avait suffi pour que trois des cinq nations iroquoises, les Tsonnontouans, les Goyogouins et les Onnontagués, signent la paix au printemps de 1666. Pour les Agniers, les choses furent plus difficiles. Pour les amener à conclure eux aussi une paix durable, il ne fallut pas moins qu'une expédition en règle, qui brûla leurs cinq bourgades, et la menace d'une seconde expédition qui rééditerait la première. Mais, en juillet 1667, les accords furent enfin signés avec les Oneyouts et les Agniers, inaugurant une paix qui dura un quart de siècle. Si le Québec français existe encore, il le doit pour une bonne part à cette paix, qui permit à la Nouvelle-France de s'enraciner solidement "sur les bords du grand Fleuve".

Pierre Boucher quitte le Cap, mais Mathurin Baillargeon s'y enracine

Pierre Boucher, qui avait déjà sauvé la colonie en 1653, avait donc, par son ambassade en France, contribué puissamment à lui assurer la sécurité qui lui avait tant manqué. Tout le monde lui en sait gré et le comble d'égards. Mais lui n'est pas satisfait. Il trouve scandaleuse la traite de l'eau-de-vie avec les Indiens et souhaite "avoir en ce pays un lieu où les gens de bien puissent vivre en repos". Il donne suite à ce dessein en 1667. Cette année-là, il met fin à ses fonctions de gouverneur de Trois-Rivières et de seigneur de Sainte-Marie au Cap et s'en va organiser à son goût une autre grande propriété qu'il a près de Montréal. C'est celle des Iles Percées, qui deviendra en moins de 15 ans une seigneurie modèle. Elle fut le berceau de la ville de Boucherville, située sur la rive sud, qui perpétue le souvenir du héros.

Mathurin Baillargeon va perdre un merveilleux voisin, une des plus admirables personnalités de tout le régime français. Mais il sait que la paix règne dans le pays: le retour au pays de sa fille aînée, Anne, que les Iroquois ont ramenée en mai 1666, est le gage de jours meilleurs. En effet la colonie, magistralement administrée par l'intendant Talon, va prendre son premier véritable essor. Mathurin acquiert donc d'autres fonds. Le 1er mars 1666, une concession faite par le P. Frémin, jésuite, et conservée au greffe Latouche, lui accorde une terre de 2 arpents de large par 80 de long située au Cap. En plus, l'*Histoire de Champlain*, tome I, page 119, nous parle d'une troisième acquisition faite par Baillargeon: il s'agit d'une terre sise dans le domaine de l'Arbre-à-la-Croix, que l'ancêtre obtient de Quentin Moral le 1er avril 1669.

Que voulait faire Mathurin Baillargeon de toutes ces propriétés? L'explication la plus naturelle est qu'il avait à coeur d'offrir un avenir solide à ses fils. Malgré l'angoissante dureté des temps, il s'applique à défricher et cultiver la terre qu'il possède à côté de l'arrière-fief Sainte-Marie. Le recensement de 1667 lui attribue, sur celle-ci, 9 arpents en valeur et 3 bestiaux. C'est modeste, mais plus que méritoire si l'on considère à quel point la menace iroquoise paralysait les efforts des colons du temps. Prenons, par exemple, le cas de Jacques Hertel qui, le 5 avril 1644, acquiert de l'abbé de la Madeleine un arrière-fief d'une demi-lieue sur deux situé à environ cinq milles de la terre de Mathurin: c'est le domaine dit de l'Arbre à la Croix. Sans tarder, Hertel y fait bâtir une petite maison et abattre 6 ou 7 arpents de bois. Mais, le 23 juillet 1667, Quentin Moral, qui a épousé la veuve de Hertel, déclare au Conseil Souverain que son prédécesseur "s'estoit estably sur les lieux, y aurait faict bastir une maison et deffricher plus de dix Arpents de terre et quil n'aurait quicté qu'à cause des incursions des Ennemys les Iroquois; que la guerre ayant continué jusques a present (1667) a esté la raison qui a retardé l'avancement de cette habitation et deffrichement des terres en dependantes" (cité par Trudel, *Terrier*, p. 316). Il faut lire le roman *Les Opiniâtres* de Léo-Paul Desrosiers pour avoir une idée de la terreur qui

régnait sur la région durant ces années atroces. Chez les Baillargeon, elle devait être d'autant plus torturante que l'aînée des filles avait été effectivement emportée par les Iroquois en 1657!

Un cultivateur dont les fils ne veulent plus cultiver

Sous l'intendant Duchesneau, un nouveau recensement a lieu en 1681. Depuis 1666, les défrichés et le cheptel de Mathurin Baillargeon ont doublé: il a 18 arpents en valeur et 6 bestiaux. C'est beau. Mais ç'aurait pu être mieux, beaucoup mieux. Car durant ces quinze années, comme il n'y avait plus de guerre, les défricheurs de la Mauricie pouvaient travailler à leur aise. Et surtout, au foyer de Mathurin il y avait, en 1681, cinq grands gars en âge d'aider leur père. Comment se fait-il que ses essarts n'aient pas été plus avancés?

C'est qu'avec la paix le climat social du pays a changé. En 1681, on n'est plus aux temps héroïques de 1661, où, comme l'écrivait Pierre Boucher, l'ennemi tenait les Français "resserrés dans un petit coin" et les empêchait de "s'écarter pour faire aucune découverte". On était maintenant sous le régime de Frontenac et, concurremment avec les explorations, le commerce des fourrures, légal ou illégal, était en plein essor. La traite était une occupation fort lucrative et si séduisante que bien des jeunes gens délaissaient la terre pour s'y adonner. Au Cap, cette tentation était avivée par l'exemple de Médard Chouart des Groseillers, voisin de Pierre Boucher, qui avait fait un argent fou dans le trafic des fourrures de l'Ouest. Plusieurs gars de la place succombèrent à l'envie de *faire la course* eux aussi. Ceux de Mathurin en furent. Le P. Godbout a écrit: "Les fils Baillargeon furent d'incorrigibles coureurs de bois". Les propriétés de Mathurin, laissées à l'abandon, perdirent donc graduellement de leur valeur. Quand Mathurin et sa femme Marie Métayer furent morts, leurs terres furent mises aux enchères. Elle n'obtinrent que des prix dérisoires. Le 16 juillet 1703, celle du Cap fut adjugée à Pierre Le Boulanger pour 98 livres et celle de l'Arbre-à-la-Croix cédée à Martin Demilliers pour 124 livres. Cela veut dire que les deux propriétés étaient plus ou moins envahies par les broussailles et que les bâtiments de ferme étaient sérieusement détériorés. La forêt revient vite quand on ne laboure plus!

Qui prend mari prend pays, dit le proverbe. Mais qui prend pays prend aussi genre de vie, devrait-on ajouter. Le fait, par exemple, que Mathurin Baillargeon ait choisi, pour s'établir, la région de Trois-Rivières plutôt que celle de Québec marqua en profondeur non seulement son existence à lui, mais aussi, comme nous le verrons mieux plus loin, celle de ses enfants. Quand on regarde les textes anciens qui le concernent, on a l'impression que sa vocation agricole était très sérieuse. Il travaillait fort et voulait léguer à ses enfants un complexe agricole qui les mettrait à même d'organiser leurs vies à leur aise. Le déclin de l'agriculture trifluvienne, dû à la traite des fourrures, torpilla son rêve. Il dut finir plutôt petitement sur sa terre, où il vécut jusqu'après le recensement de 1681. On ignore la date de sa mort comme on ignore celle de sa naissance.

Ses déboires agricoles ne l'empêchèrent pas d'avoir une belle famille: Marie Métayer lui avait en effet donné dix enfants, cinq garçons et cinq filles. Je les énumère selon l'ordre de leurs naissances, ou de leurs baptêmes quand la date de naissance n'est pas connue. Ce sont: Anne, baptisée le 28 novembre 1651; Catherine, née vers 1652 ou 1653; Jeanne, baptisée le 5 novembre 1654; Pierre, né le 14 janvier 1657; Antoine, né le 22 octobre 1658; Jean, né vers 1659; Nicolas, né vers 1662; Marie-Anne, née fin 1663 ou début 1664; Ignace, né fin 1664 ou début 1665; Madeleine, née vers 1667. On aura remarqué que plusieurs de ces enfants sont nés

en des temps où les guerres iroquoises furent les plus terribles. Leur mère, Marie Métayer, était sûrement une femme courageuse et forte. Elle et son mari léguèrent à leurs enfants des caractères trempés. S'ils ne remplirent guère les espérances agricoles de leur père, certains furent quand même des êtres remarquables, comme on pourra le constater en lisant leur histoire.

Une Baillargeon immortalisée par Marie de l'Incarnation

La plus célèbre de la famille est sans contredit l'aînée, Anne. Elle était née peu avant le 28 novembre 1651, date de son baptême. Or, enlevée par les Iroquois autour de 1657, elle fut ramenée à Québec le 28 mai 1666, dans des circonstances absolument extraordinaires. Le texte du XVII^e siècle qui raconte son aventure est très court, mais bien connu des historiens. Il s'agit d'un fragment de lettre que, pour plus d'une raison, j'estime ne pouvoir émaner que de la plume de la bienheureuse Marie de l'Incarnation. Pour autant qu'on puisse en juger, ce texte faisait originellement partie d'une lettre adressée par l'ursuline à son fils Dom Claude Martin, qui était bénédictin. Dom Martin l'a reproduit dans une note de l'édition qu'il a faite de la correspondance de sa mère, Voici la teneur du célèbre extrait, qui a fait couler énormément d'encre.

"Une fille nommée Anne Baillargeon, étant âgée de neuf ans, fut prise par les Iroquois et emmenée en leur pays, où elle demeura près de neuf ans. Elle se plut tellement aux coutumes de ces sauvages qu'elle était résolue de passer avec eux le reste de sa vie. M. de Tracy ayant obligé cette nation de rendre tous les français qu'elle tenait captifs, elle se retira dans les bois, de crainte de retourner en son pays. Lorsqu'elle se croyait en assurance, une religieuse lui apparut et la menaça de la châtier si elle ne retournait pas chez les Français. La crainte la fit sortir du bois et se joindre avec les autres captifs que l'on mettait en liberté. À son retour, M. de Tracy lui donna cinquante écus pour se marier, mais il voulut qu'elle fût premièrement mise aux Ursulines, pour reprendre l'esprit du christianisme, qui s'était fort affaibli parmi les Iroquois. Quand elle vit le tableau de la Mère Marie de saint Joseph, elle s'écria: "Ah! c'est celle-là qui m'a parlé, et elle avait le même habit!" Durant toute sa captivité il ne put se faire que, vivant parmi des païens, elle ne commît bien des fautes contraires à la dignité du christianisme. Elle avait néanmoins toujours conservé une très grande pureté; et l'on croit que cette Mère s'était faite son ange pour la conserver dans cette intégrité, comme elle l'a été de quelques autres en d'autres rencontres".

Le cahier *Entrées et sorties des petites filles françaises et sauvages*, conservé au monastère des Ursulines de Québec, nous apprend qu'Anne Baillargeon ne rentrait pas seule de son odyssée en Iroquoisie: elle avait une compagne appelée Marie-Marthe Bourgerie. Le même document fixe au 28 mai 1666 l'arrivée des deux jeunes filles chez les religieuses. Et il explique que les jeunes personnes "avaient été prises par les Iroquois et ramenées par nos troupes". Se basant sur cette affirmation de l'économe ursuline, Godbout attribue le rapatriement d'Anne Baillargeon aux troupes de Courcelles, qui rentrèrent du pays des Iroquois le 17 mars 1666. Son interprétation est toutefois indéfendable. Car l'expédition d'hiver du gouverneur chez les Agniers fut un four complet et passa même à un cheveu de tourner à la catastrophe. Loin de rendre aux Français les prisonniers qu'ils avaient en mains, les Agniers, pour les faire déguerpir, leur tiraient dessus à grands coups de fusils et en tuaient le plus qu'ils pouvaient.

Qu'est-ce donc qui s'était réellement passé? Les longues et minutieuses recherches que j'ai faites sur le sujet m'ont amené à conclure qu'Anne Baillargeon ne fut pas ramenée à Québec par les soldats de Courcelles, mais par les ambassadeurs des Tsonnontouans, la nation la plus occidentale des Iroquois. Ces indiens venaient à Québec pour ratifier le traité qu'ils avaient conclu avec Tracy l'année précédente. L'article 3 de ce traité, que les Agniers, eux, n'avaient pas signé, stipulait que chacune des parties contractantes restituerait à l'autre les prisonniers

qu'elle pouvait avoir encore chez elle. Le P. Chaumonot, jésuite, était allé exprès chez les Tsonnontouans pour leur expliquer le sens exact de cette clause. Or, six jours exactement après le 22 mai 1666, date où les dits Tsonnontouans ratifiaient l'accord passé avec Tracy, le cahier des *Entrées* notait l'arrivée chez les Ursulines des deux captives que nous savons. La coïncidence est trop parfaite pour être fortuite. Par ailleurs, le fait que les délégués des Tsonnontouans aient pu sans incidents partir signer la paix à Québec suppose, chez leur nation, une atmosphère d'unanimité qui s'harmonise bien avec le récit de Marie de l'Incarnation. À la lumière de ces éclaircissements, le "ramenées par nos troupes" du livre des *Entrées* doit être considéré comme une explication écrite par une économe qu'on avait mal renseignée. En temps de guerre, les officiels ne tiennent jamais à trop expliquer à leurs ressortissants les cafouillages de leurs armées! Lorsque les Ursulines de 1689, mieux informées celles-là, racontèrent à leur tour l'histoire des revenantes d'Iroquoisie, elles n'attribuèrent plus leur rapatriement à Courcelles, mais à Tracy! C'était remplacer une erreur par une autre erreur plus grosse. Car l'économe de 1666, nonobstant son explication inexacte, était venue plus près qu'elles de la vérité quand elle avait rempli son registre. Si seulement, au lieu d'écrire "ramenées par nos troupes", elle avait écrit "ramenées par suite de l'action de nos troupes", son texte eût été parfait. Car, même ratée, l'expédition de Courcelles avait eu des résultats. Elle avait montré qu'en toute saison l'Iroquoisie pouvait être attaquée par une troupe française et la chose ouvrait les yeux à ceux des Iroquois qui savaient réfléchir. Les Tsonnontouans en étaient. C'est pourquoi le raid français fortifia leur volonté de paix et, du même coup, occasionna le retour des captives. Mais n'en demandons quand même pas trop à la brave économe ursuline de 1666. Ce que la sainte fille consignait dans son cahier c'étaient les noms de ses pensionnaires et non l'histoire militaire de son temps!

Les Ursulines de 1689 ajoutent à l'histoire d'Anne Baillargeon un joli détail. C'est que la jeune fille, après une année passée avec les Ursulines, émit le désir d'entrer dans leur communauté à titre de soeur converse. Sa demande fut exaucée. "On la mit à l'épreuve, dit le vieux texte. Mais elle ne réussit pas et sortit au bout de quelques mois". Le jeune homme qu'elle épousa après sa sortie de communauté s'appelait Jean Polton. Comme il décéda bientôt, elle prit, le 29 avril 1709, un second mari appelé Jacques Duguay. Elle n'eut d'enfants ni de l'un ni de l'autre et fut inhumée aux Trois-Rivières le 8 mars 1722.

Son aventure chez les Iroquois était tout de même fascinante. En 1949, elle fut utilisée avec un rare bonheur par le Comité des fondateurs de l'Eglise canadienne. Du 21 novembre au 19 décembre de l'année en question, le programme *Le Ciel par-dessus les toits* de Radio-Canada remportait un vif succès en lançant sur les ondes l'histoire de cette jeune française à moitié indianisée. Cinq dimanches de suite, pendant une heure, le regretté scénariste Guy Dufresne la faisait dialoguer d'abord avec son fiancé indien, Raton (qui l'appelait affectueusement Rayon-de-lune), puis avec Marie de l'Incarnation, et enfin avec son *cavalier* du Cap, Jean Polton. Ces dialogues charmants constituent une des grandes réussites de notre radio québécoise. Gisèle Schmidt, qui avait brillamment tenu le rôle d'Anne Baillargeon, la petite Mai du programme, se vit attribuer un trophée spécial pour sa performance à l'émission.

Les frères d'Anne Baillargeon, des coureurs de bois invétérés

Parmi les autres enfants de Mathurin, deux ou trois gars sont à signaler parce qu'ils furent des coureurs de bois d'envergure (le P. Archange Godbout, nous l'avons vu, employait à leur

propos l'épithète d'"incorrigibles". L'expression sent un peu trop le jugement de valeur peut-être, mais en fait la *course* suscitait chez le spirituel P. Godbout plus d'amusement que de blâme).

Il y a d'abord Antoine, dit Durivage, baptisé aux Trois-Rivières le 11 novembre 1658. Il sait signer son nom, celui-là. Les greffes du régime français conservent de lui quatre contrats l'engageant à aller faire la *course* dans "les pays d'en haut": ils sont des 9 et 20 juillet 1685, du 15 septembre 1687 et du 5 août 1688. Dans celui du 20 juillet 1685, il est associé avec son frère cadet Nicolas. - Les amours de notre coureur des bois furent assez accidentées. Le 17 février 1681, il passe avec Marie Rochereau un contrat de mariage qui est ensuite annulé. Par après, il se marie pour de bon deux fois. Une première fois, c'est avec une Marie Acco, en qui le P. Godbout voit une fille de Michel Acco, compagnon de La Salle. Une seconde fois, c'est avec une illinoise appelée Domitilde Choupingoua. Le mariage a lieu en 1697, à Kaskaskia. Kaskaskia était un poste français assez considérable établi sur une île du Mississippi, au sud de Saint-Louis. Jetté attribue à ce mariage 5 enfants, 3 filles et 2 garçons: Marie, Pierre, Michel, Dorothée et une autre Marie. Sur ces 5 enfants seul Michel fut baptisé à Montréal; les 4 autres le furent à Kaskaskia. Ils constituaient certainement une famille de *frontière*, c'est-à-dire d'avant-garde territoriale, aussi à l'aise avec les Indiens d'alentour qu'avec les Blancs de la place

Un autre fils de Mathurin fut un coureur de bois tout aussi entreprenant qu'Antoine. Il s'agit de Nicolas, surnommé Beaucage. Il naquit au Cap-de-la-Madeleine vers 1662. Le 20 juillet 1685, il formait avec son frère Antoine ci-haut mentionné une société pour le voyage aux Outaouais (greffe Bourguine). Le 18 mai 1690, à Lachine, il passe commande auprès de François Chorel pour des marchandises de traite. D'abord fixé à Champlain, ce Baillargeon dit Beaucage semble avoir émigré à l'Île Dupas, puis à Sorel. Son épouse, Marie-Thérèse Harel, y fut inhumée le 30 novembre 1718, un mois et demi après avoir donné le jour à son dernier enfant. Lui-même lui survécut 24 ans et ne fut enseveli que le 9 juin 1742. Ils avaient eu ensemble 12 enfants. L'un d'eux, appelé aussi Nicolas comme tant d'autres Baillargeon du XVII^e siècle, fut baptisé à Champlain le 6 mars 1697. Le 27 novembre 1729, il se mariait à Sorel avec Angélique Niquet (contrat Delafosse du 21 novembre). Il existe à Saint-Côme, pas loin de Joliette, un contingent massif et dynamique de descendants de ce couple Baillargeon-Niquet.

Deux autres fils de Mathurin méritent d'être mentionnés ici, parce qu'eux aussi, au dire des documents anciens, ont fait la *course*. C'est d'abord Jean, qui fut baptisé vers 1659. Le 21 août 1692, il passe un accord avec Joseph Guyon-Després pour le fameux "voyage aux Outaouais" (greffe Maugue). C'est ensuite Ignace, qui était né vers 1664 et qui était lui aussi surnommé Durivage comme son frère Antoine. Les documents de son temps le signalent comme *voyageur* à trois dates différentes: le 20 mai 1686 (*Jugements et délibérations*, III, 779), le 26 juin 1688 (greffe Maugue) et le 6 août 1688 (greffe Bourguine). Il finit ses jours à l'Hôpital général de Québec et fut enterré le 10 février 1743.

Un blason spécifique pour les descendants de Mathurin?

Toutes ces particularités qui se retrouvent dans la vie de Mathurin et de ses descendants font que je me demande s'il n'y aurait pas lieu de modifier, dans leur cas, le blason que j'avais créé jadis pour Jean Baillargeon. Tout d'abord, le fait que la famille se soit établie en Mauricie plutôt que dans la région de Québec n'est pas du tout exprimé par l'esquisse de l'Île d'Orléans

qui figure au troisième quartier de cet écu. Au lieu du dessin de l'Ile, c'est quelque chose comme l'image stylisée des trois branches du Saint-Maurice qu'on pourrait mettre en cette troisième case. (Mgr Alfred-Odilon Comtois, quatrième évêque des Trois-Rivières, avait justement ce *meuble* dans le quatrième quartier de son blason. Il se lisait: "D'argent à trois fasces ondées d'azur". C'est une façon élégante et très aristocratique de décrire la triple embouchure du Saint-Maurice). Quant au quatrième quartier, s'il exprime effectivement ce qu'a fait Mathurin, il dit fort mal ce qu'ont fait toute leur vie ses coureurs de bois de fils. À la hache et à la faulx ne pourrait-on pas ajouter un castor? Il y en a un dans les armoiries du Cap-de-la-Madeleine! Enfin, la devise latine écrite sur le listel n'est pas immuable elle non plus. Y aurait-il moyen d'en imaginer une autre qui refléterait mieux le sort de la famille de Mathurin? J'ai longtemps pensé ici à une formule qui s'inspirerait de la devise de la Hudson's Bay Company: "Pro pelle cutem". L'axiome est un rappel narquois de *Job*, 2,4, où c'est le diable qui parle. Il signifie: "Ta peau pour des peaux!" et rappelait aux *engagés* que la *course*, c'était exigeant et pas fait pour les fils à *mouman*. Le prendre pour motto serait amusant, mais minimiserait par trop, au profit de ses fils, la vie de l'ancêtre. C'est pourquoi, après moult réflexions et changements d'idées, je propose une autre devise qui, elle, est plus équitable: "Pater homo agricola, filii autem venandi gnari". Elle veut dire: "Notre ancêtre fut un laboureur, mais ses fils furent d'habiles chasseurs". Les mots de ce texte sont empruntés à *Genèse*, 8,27. Cela leur donne un petit cachet patriarcal et biblique, qui fait tout le charme du poème *Booz* de Victor Hugo. Mais en les agençant à ma façon, je leur fais récapituler l'histoire de Mathurin et de ses fils telle que je l'ai contée.

Des Baillargeon-Mathurin sont-ils devenus des crypto-Baillargeon?

Une chose qui m'a toujours intrigué chez les descendants de Mathurin, c'est leur petit nombre. Dès les années 40, le généalogiste Drouin avait remarqué le phénomène: il soulignait déjà que les Baillargeon-Mathurin étaient beaucoup moins nombreux que les Baillargeon-Jean. C'est renversant! Car, outre que Mathurin a eu plus de fils que Jean, deux au moins de ses garçons ont eu de belles familles. Cette descendance s'est-elle perdue dans la nature? Les généalogistes nous avertissent ici de nous garder des conclusions trop hâtives. Car il est arrivé souvent dans l'histoire des familles canadiennes-françaises que le surnom ait, à un moment donné, supplanté le patronyme. C'est ainsi que, chez les descendants de Jean et Pierre Déziel, il y a une branche de Déziel et une autre de Labrèche. La même chose est-elle arrivée aux descendants de Mathurin? Les généalogistes le pensent et nous avertissent qu'il peut y avoir des Beucage, des Durivage et même des Lavallée qui sont en fait des Baillargeon. Je possède dans mes dossiers un document qui prouve que cette possibilité est réelle. Il s'agit d'un arbre généalogique très bien fait que m'a aimablement transmis un Monsieur Pierre Beucage, de la rue Aird à Montréal. Ce Beucage est de la 11^e génération depuis l'émigré de France dont il descend. Or, quand on remonte la chaîne de ses ascendants, il arrive un moment où l'on n'est plus en face d'un Beucage mais d'un Baillargeon: Jean-Baptiste Beucage, qui est de la 6^e génération et s'est marié le 22 février 1830, a pour père Jean-Baptiste Baillargeon *dit Beucage*, marié le 3 Octobre 1803. Et la lignée aboutit à Mathurin Baillargeon, en passant par le couple Nicolas Baillargeon - Marie-Thérèse Harel. Une hirondelle, dit-on, ne fait pas le printemps. Non, mais elle l'annonce. C'est pourquoi je serais fort curieux de savoir combien de Beucage, de Durivage et de Lavallée ont une ascendance analogue à celle de ce M. Beucage de la rue Aird. Ces trois familles ont des effectifs plus nombreux que celle des Baillargeon. S'il se trouvait que nombre de leurs membres fussent en fait des crypto-Baillargeon, le chiffre des Baillargeon

pourrait s'en trouver triplé ou quadruplé. De 7,000, à quoi je l'estime présentement (5,000 "cousins" au Canada et 2,000 aux Etats-Unis), il pourrait passer à 25,000 ou 30,000. Nous deviendrions alors une *gens* imposante, ayant pignon sur rue comme celle des Tremblay.

Les lieux où a vécu l'ancêtre Mathurin

Si quelqu'un tenait à voir de ses yeux un endroit où serait passé jadis l'ancêtre Mathurin, la démarche la plus simple pour lui serait de se rendre à Trois-Rivières, au coin des rues Des Ursulines et Saint-François-Xavier. En s'adossant à l'église anglicane qui se trouve au numéro 811 de la rue Des Ursulines, il aurait devant lui la maison de Gannes (numéro 834 de la rue Des Ursulines et la maison Hertel de la Frenière (numéro 802 de la même rue). La maison de la Frenière s'élève sur la moitié ouest du lopin que Mathurin Baillargeon reçut de d'Ailleboust le 2 juin 1650. Quant à la moitié est du lopin, le voyageur l'a aussi devant lui, car elle n'est rien d'autre que la rue Saint-François-Xavier. Marcel Trudel nous dit en effet que la façade du lot acquis par Mathurin se situerait aujourd'hui entre la maison de Gannes et le monastère des Ursulines. Le plus amusant, c'est que le guide Michelin du Québec, édition 1992, donne, à la page 243, une petite photo-couleurs des quatre immeubles dont il est parlé ci-dessus. Le terrain qu'avait décroché Mathurin à l'intérieur du fort est, par la force des choses, un site de premier ordre et donc un lieu souvent représenté par les médias. Il en va de même, du reste, de la maison acquise par Jean Baillargeon dans la rue Sous-le-Fort à Québec. La bâtisse que le Ministère des Affaires culturelles a reconstruite sur le site qu'elle occupait s'entrevoit très bien dans la photo-couleurs du vieux Québec reproduite à la page 181 du même guide. Des cartes postales des deux lieux se trouvent d'ailleurs aisément dans les boutiques touristiques de Trois-Rivières et Québec.

Pour ce qui est de la "terre ancestrale", celle où Mathurin a vécu toute sa vie, je n'ai pas eu l'occasion d'aller y faire un tour, n'ayant pas étudié l'histoire de Mathurin d'aussi près que celle de Jean. Mais je sais qu'elle était située à environ un mille et un tiers à l'est du sanctuaire du Cap-de-la-Madeleine. En me basant en effet sur une carte que Marcel Trudel a imprimée dans son *Terrier du Saint-Laurent*, j'ai calculé qu'il y avait à peu près 37.5 arpents entre le fort des Jésuites et le milieu de la terre de l'ancêtre. 37.5 arpents, cela donne 7200 pieds, soit 1.36 mille ou 2194 mètres (2.194 kilomètres). Avec les compteurs d'autos modernes, ces distances sont faciles à mesurer. Celui donc qui voudrait voir à *peu près* où se trouvait la ferme de Mathurin Baillargeon n'a qu'à arrêter sa voiture sur la rue Sainte-Madeleine à hauteur du vieux sanctuaire, noter le millage ou le kilométrage qui apparaît sur son compteur, puis continuer à rouler sur la route 138 en direction de Champlain. Quand il aura ajouté 1.36 mille ou 2.194 kilomètres au compteur, il devrait être dans les parages du site où demeurerait le vénérable ancêtre. La méthode est un peu grossière, mais elle fournit quand même une bonne première approximation. Si l'on veut plus de précision, il faudra consulter les connaisseurs de la région. Quelqu'un qui devrait en être un excellent, c'est Monsieur Maurice Loranger, qui a écrit un livre intitulé *Histoire du Cap-de-la-Madeleine (1651-1986)*. Dans le chapitre 2 de cet ouvrage, consacré aux bâtisseurs du Cap, il alloue un tiers de page au colon Mathurin Baillargeon. Il a donc pas mal de chances de savoir exactement où était sa terre. - En passant par le Cap, le pèlerin d'histoire n'oubliera pas d'aller voir l'élégant monument que la ville a élevé à ses fondateurs en 1951, année de son tricentenaire. Le nom de Mathurin Baillargeon est dûment inscrit sur la grande plaque de bronze qui orne l'obélisque. Il y figure comme l'un des 14 *pionniers* de la ville. C'est un titre qu'il a chaudement mérité, et tous les Baillargeon-Mathurin se doivent d'en être fiers.

ILS ÉTAIENT VENUS DEUX, ILS SONT MAINTENANT DES MILLIERS



PLUS DE 600 BAILLARGEON, VENUS DE TOUS LES POINTS DE L'AMÉRIQUE DU NORD, SE RÉUNISSENT À SAINT-LUC POUR FÊTER LEURS DEUX ANCÊTRES

Cette merveilleuse rencontre ne fut pas le jour de naissance de l'Association des Baillargeon, dont les bases avaient été posées le 1er août 1988, mais son épiphanie, si l'on veut. En ce 12 novembre 1988, par une température d'automne exceptionnellement claire et belle, plus de 600 "cousins" Baillargeon se retrouvaient avec ravissement dans un restaurant de Saint-Luc. Bien des gens avaient contribué à organiser ce mémorable rendez-vous. Mais personne ne trouvera à redire, je pense, si j'affirme que les chevilles ouvrières de la fête ont été M. Bernard Baillargeon et Mme Hélène Baillargeon-Côté. Ils portent, sur la photo, les macarons 1 et 2. Je me suis souvent demandé, ce soir-là, ce que les ancêtres auraient dit s'ils avaient été avec nous! Pourquoi penser que des réussites semblables ne couronneront pas un jour nos modestes efforts?